



analyse

Par **Ilyes Zouari**, administrateur et auteur de la revue *Population & Avenir*, auteur du *Petit dictionnaire du monde francophone* (L'Harmattan, mars 2015).

Photo ci-dessus :

Le 30 novembre 2014 à Dakar, le Sénégalais Abdou Diouf (au centre) passe le relais à la Canadienne Michaëlle Jean à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). La nouvelle secrétaire générale de l'OIF plaide pour la concertation entre les 80 États membres (54 membres, 23 observateurs et 3 États associés) afin de donner une nouvelle pertinence à la francophonie. Elle milite également pour une francophonie économique ; une charte économique permettant de dynamiser les échanges au sein de l'espace francophone est d'ailleurs à l'étude. (© AFP/ Sow Moussa)



Maîtriser son espace géolinguistique Un enjeu majeur pour le rayonnement de la France

Deuxième ensemble géolinguistique mondial par le nombre de pays et de continents concernés, et quatrième par le nombre d'habitants ⁽¹⁾, le monde francophone est aujourd'hui un vaste ensemble regroupant 33 pays et plus de 450 millions d'habitants, sur quatre continents ⁽²⁾.

Le monde francophone s'étend sur plus de 16,3 millions de kilomètres carrés, soit près de quatre fois l'Union européenne (UE). Cet espace, où le français n'a jamais été aussi présent, est ainsi bien plus vaste que ne l'indiquent la majorité des cartes géographiques en circulation, le plus souvent basées sur la projection de Mercator. À titre d'exemple, la Côte d'Ivoire et l'Algérie sont respectivement plus grandes que l'Italie et le Groenland, et non deux ou trois fois moins étendus.

Une importance géostratégique majeure pour la France
Grâce à une histoire et une langue communes, les relations politiques, diplomatiques et militaires privilégiées qu'entre-

tient naturellement la France avec les différents pays de ce vaste ensemble lui permettent d'être activement présente et incontournable sur différents théâtres d'opérations à travers le monde : lutte antiterroriste au Sahel, en vue notamment d'assurer la sécurité du continent européen, lutte antipiraterie maritime dans le golfe d'Aden et dans le golfe de Guinée, afin de sécuriser les voies maritimes d'approvisionnement de l'UE et des États-Unis, ou encore opérations de secours après le tremblement de terre qui avait frappé Haïti en 2010, et au lendemain du cyclone qui ravagea le Vanuatu en début d'année. Dans ces deux derniers cas, la présence voisine de départements et de territoires français d'outre-mer avait été un atout

Mondialisation et souveraineté



particulièrement important. Dans les Antilles, cette présence permet également à la France de jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le trafic de drogue à destination de l'UE.

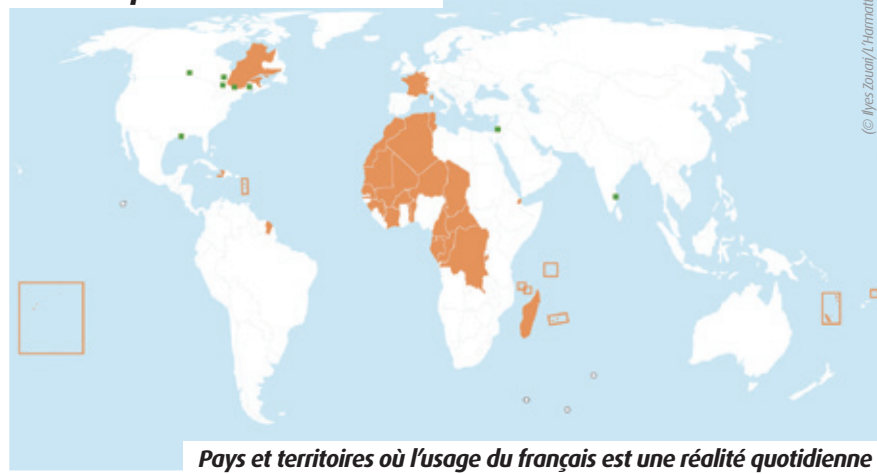
L'existence de pays francophones sur quatre continents, ainsi que celle de terres françaises ultramarines sur différents océans (qui font de la France le septième plus grand pays du monde en tenant compte de l'espace maritime, tout juste derrière le Brésil (3)), donnent ainsi à la puissance française sa dimension mondiale et lui assurent un poids important au sein de l'UE, ainsi que dans les différentes instances internationales (ONU, Unesco...). Ce poids est par ailleurs renforcé par le fait que la majorité des pays francophones adoptent bien souvent et souverainement une position commune avec la France, notamment grâce à la proximité culturelle (qui explique que les pays anglo-saxons aient également souvent tendance à voter de la même manière).

Espace économique naturel, et principe des vases communicants

Outre l'importance géostratégique et géopolitique que revêt donc l'espace francophone pour la France, celui-ci constitue pour elle une source d'importantes opportunités économiques, grâce au lien linguistique. En effet, toutes les études économiques démontrent qu'une langue commune est à l'origine d'un accroissement considérable des échanges entre les pays et peuples qui la partagent, hausse évaluée par certains à plus de 50 % (sous réserve de compétitivité et de niveau de développement égaux), comme le rappelle le rapport Attali (4). Ce dernier avait d'ailleurs mis l'accent sur la corrélation existant entre le nombre de locuteurs de français dans un pays donné et la part de marché qu'y détiennent les entreprises françaises.

En d'autres termes, toute richesse créée au bénéfice de l'économie locale par des investissements français (ou autres) en terre francophone reviendra tôt ou tard en bonne partie dans le circuit économique français, alors que toute richesse créée en territoire non francophone profitera d'abord à d'autres pays, tant il est vrai qu'il est dans la nature humaine de s'orienter en premier vers les pays et peuples culturellement – ou à défaut géographiquement – les plus proches. C'est ce qui explique en grande partie le fait que notre pays continue à résister et à faire

La francophonie dans le monde



Pays et territoires où l'usage du français est une réalité quotidienne

jeu égal avec la Chine en Afrique francophone subsaharienne (17 % de parts de marché pour chacun en zone CFA, en 2012 (4)), et que la France est toujours le premier partenaire commercial du Maghreb, avec lequel les échanges de biens sont de deux tiers plus élevés qu'avec la Pologne (24,7 milliards d'euros contre 14,9 milliards en 2013), et déjà moitié aussi importants qu'avec le Royaume-Uni (50,4 milliards d'euros) (5). Outre-Atlantique, cette proximité culturelle explique également la place importante qu'occuperont les entreprises tricolores dans le cadre du Plan Nord au Québec (6), où la France est déjà le deuxième investisseur mondial, derrière les États-Unis. C'est aussi probablement la raison pour laquelle 1,1 million de touristes canadiens (anglophones inclus) ont visité la France en 2013, soit – proportionnellement à leur population – trois fois plus que les Américains (3,1 millions) (7).

Le lien linguistique instaure donc un mécanisme semblable à celui des vases communicants, selon lequel toute richesse produite dans un pays francophone finit par revenir en bonne partie dans les autres pays francophones, et vice-versa. Avec à la clé, et à terme, la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois (8).

L'émergence démographique et économique d'un monde francophone...

Cela est donc de nature à constituer une zone de coprosperité, une zone de « richesse commune » (traduction littérale du terme *Commonwealth*). Ceci est d'autant plus vrai pour notre espace linguistique que les principales conditions nécessaires à la concrétisation de ce potentiel sont pleinement réunies, à savoir : l'abondance des richesses naturelles, l'existence d'un groupe de pays développés au Nord (aux importantes capacités financières), la stabilité politique (l'Afrique francophone est très majoritairement stable), et un dynamisme démographique.

Ce dernier point est d'ailleurs particulièrement important : l'espace francophone connaît un taux de croissance démographique annuel de 2,1 %, taux le plus élevé au monde pour un ensemble linguistique, et largement supérieur à la moyenne mondiale (1,2 %). Cette croissance se concentre principalement en Afrique francophone (2,5 %, Maghreb inclus), qui a ainsi quintuplé sa population depuis 1950, passant de 73 millions d'habitants à plus de 360 millions début 2015. En d'autres termes, la population de cet ensemble de 25 pays était à l'époque

Carte ci-dessus :

En orange les pays et territoires où le français a le statut de langue officielle ou co-officielle (29 pays), ou de langue étrangère « privilégiée », très présente dans l'administration, l'enseignement, les affaires et les médias (4 pays : Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie). Les carrés verts correspondent à des minorités de langue française disposant d'une certaine influence (culturelle, voire politique et/ou économique), due le plus souvent à une présence historique. Les cercles blancs représentent les TAAF (hors îles Éparses et Terre Adélie) et Clipperton. (© Petit dictionnaire du monde francophone)

Photo ci-contre :

Alliance française de Torun, en Pologne. Créées en 1883 dans le but de renforcer le rayonnement culturel du français à l'étranger, les Alliances françaises sont devenues un véritable outil de *soft power* présent aujourd'hui dans 137 pays, et accueillant 464 000 étudiants dans 819 établissements. (© Grego1402)





Mondialisation et souveraineté



à peu près égale à celle de l'Allemagne (69 millions), tandis qu'elle est aujourd'hui 4,5 fois supérieure. Cette évolution a ainsi permis à ces pays d'atteindre la masse critique nécessaire à tout développement industriel et économique, qui ne peut avoir lieu en l'absence d'un important bassin démographique capable d'amortir de lourds investissements. Mais cela a également et surtout permis l'émergence d'un monde francophone avec lequel il faut désormais compter, et qui pourrait atteindre 800 millions d'habitants en 2050.

République démocratique du Congo (RDC), premier pays francophone du monde (10) et qui détient 13 % du potentiel mondial en la matière (que le projet du Grand Inga, plus grand barrage du monde, pourrait en partie exploiter)...

Par ailleurs, un autre secteur présente un fort potentiel de développement : celui de l'industrie textile, grâce à la présence d'une importante production cotonnière en Afrique de l'Ouest francophone (11) et à la faiblesse du coût de la main-d'œuvre, le plus bas au monde. Compte tenu des perspectives considérables qu'offre la culture du coton en matière d'industrialisation, comme ce fut le cas plus tôt pour les pays d'Asie du Sud-Est et la Chine, il conviendrait de faire du développement de l'industrie et de la



“ Le lien linguistique instaure un mécanisme semblable à celui des vases communicants, selon lequel toute richesse produite dans un pays francophone finit par revenir en bonne partie dans les autres pays francophones, et vice-versa. ”

Photo ci-dessus :

Des élèves assistent à un cours à l'école primaire Saint-Louis de Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo. Si le français y cohabite avec quatre langues nationales, d'ici à 2050, la RDC pourrait devenir le premier pays francophone en nombre de locuteurs. Du fait de la croissance démographique, le continent africain devrait accueillir jusqu'à 85 % des francophones en 2050. (© Banque mondiale/ Dominic Chavez)

Grâce à ces différents atouts, l'Afrique francophone, qui s'affirme ainsi de plus en plus comme le centre de gravité de l'espace francophone, est désormais en mesure d'entamer son rattrapage économique. Ceci se traduit par des taux de croissance assez élevés, largement supérieurs à la moyenne mondiale, et frôlant parfois les 10 % (voir tableau ci-contre).

...assortie de grandes opportunités, et base d'une francophonie économique

L'émergence démographique et économique d'un monde francophone, ainsi que les multiples complémentarités existantes (résultant de la répartition des ressources naturelles et de l'existence de niveaux de développement encore différents), rendent donc possible la mise en place d'une francophonie économique, au bénéfice de chacun de ses membres. Chose qu'a parfaitement comprise le Maroc, qui, utilisant son savoir-faire et multipliant les visites officielles au plus haut niveau en Afrique francophone, est déjà devenu le deuxième investisseur africain du continent, après l'Afrique du Sud.

Pour le Nord francophone, qui semble en être moins conscient, ses ressources techniques et financières devraient notamment lui permettre de prendre une place active dans les grands chantiers qui fleurissent sur le continent, et qui ont été évalués pour l'année 2014 à plus de 108 milliards de dollars en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale (essentiellement francophones) (9). Ces ressources sont également appelées à contribuer à la réalisation de grands projets d'avenir et d'envergure internationale : production en masse d'énergie solaire dans le Sahara et à destination de l'UE, électrification de l'Afrique centrale à partir du gigantesque potentiel hydroélectrique de la

filière textiles dans les pays francophones du Sud l'une des priorités des pays francophones du Nord et l'un des éléments clés de la mise en place d'un véritable espace économique francophone. Dans ce cadre, la France, qui avait jeté les bases de la culture du coton, a tout intérêt à mettre en place une coopération renforcée visant à aider ces pays à établir un environnement plus favorable aux investissements (fiscalité, formalités administratives, formation et infrastructures), tout en incitant fortement les investisseurs français, multinationales et PME (ainsi que ses universités et grandes écoles) à s'y diriger. D'autant plus que les entreprises asiatiques elles-mêmes, chinoises et turques en tête, commencent à s'orienter massivement vers ce continent, notamment en Éthiopie, où plusieurs milliers d'emplois ont déjà été créés dans le textile et le cuir.

Un recentrage nécessaire de l'aide au développement française sur l'espace francophone

Mais pour aider à l'industrialisation de l'espace francophone, la France se doit de revoir sa politique d'aide publique au développement (APD) afin de la concentrer davantage sur les pays francophones. En effet, ces derniers ne reçoivent que 40 % de l'enveloppe globale, soit moins de 3,5 milliards d'euros (aides bilatérales et multilatérales comprises). De telle sorte que six des dix premiers bénéficiaires ne sont nullement francophones, comme la Chine et le Brésil (déjà assez « aisés »), ou encore la Jordanie, le Vietnam et la République dominicaine (12). Cette politique s'oppose donc à celle suivie par le Royaume-Uni, qui concentre l'essentiel de ses efforts sur les pays anglophones (sept à huit des dix premiers bénéficiaires de l'aide bilatérale sont anglophones, contre seulement quatre francophones pour la France (13)). Cette comparaison résume à elle seule le grand déficit en réflexion et vision stratégiques côté français. Ce déficit se confirme par le fait que le Sud francophone reçoit





ainsi de la France deux fois moins que ce qu'elle verse aux pays européens aidés, au titre de sa contribution (nette) au budget de l'Union, pour un ensemble pourtant deux fois plus peuplé (370 millions d'habitants contre 180 millions). Ainsi, les pays d'Europe de l'Est, déjà assez développés et qui achèteront toujours en premier des produits allemands (ce qui rentabilise pleinement la contribution allemande au budget de l'UE), sont proportionnellement quatre fois plus aidés que les pays francophones. La France a donc tout intérêt à rééquilibrer cette répartition des ressources en tenant davantage compte de ses intérêts économiques présents et futurs. Elle pourrait notamment baisser sa contribution nette au budget européen à 5,5 milliards d'euros, soit autant que le Royaume-Uni en 2013, année qui vit ce dernier augmenter son APD de 28 %, à 13,4 milliards d'euros, devenant ainsi le second contributeur mondial, derrière les États-Unis (et désormais loin devant la France : 8,5 milliards d'euros).

La France doit donc renouer avec une certaine culture de l'efficacité. Elle n'a en effet rien à gagner à échanger avec un vaste espace francophone qui resterait pauvre et sans moyens de lui acheter grand-chose, alors qu'il le souhaite plus que d'autres (l'Afrique francophone subsaharienne n'a représenté que 0,9 % des échanges extérieurs de la France en 2013).

Un cercle vertueux en faveur et à partir de la langue française

Grâce à sa croissance démographique et à ses performances économiques récentes, le monde francophone est désormais un espace de plus en plus attractif. Cette évolution joue également un rôle très important dans la diffusion de la langue française dans le monde, élément essentiel du « *soft power* », et explique en grande partie la hausse de 43 % du nombre d'apprenants du français en Asie-Océanie entre 2010 et 2014, et de 44 % en Afrique subsaharienne non francophone sur la même période (14).

La langue étant le principal vecteur d'influence culturelle, puis économique et *in fine* politique (comme l'ont si bien compris les Anglo-Saxons), l'émergence d'un espace économique francophone fort est de nature à accroître encore davantage l'influence de la France dans le monde, et à lui ouvrir de nouveaux débouchés économiques au-delà des frontières de l'espace francophone, puisque langue partagée et parts de marché vont de pair. La France se doit donc de contribuer activement au développement économique de son espace géolinguistique au bénéfice de ses propres intérêts, mais également de ceux de chacun des pays qui en font partie, et qui bénéficieront à leur tour de ces nouveaux débouchés.

Ilyes Zouari

Notes

(1) Respectivement derrière le monde anglophone, et après la zone mandarin et autres langues chinoises, l'espace anglophone et le sous-continent indien.

(2) 29 pays ont le français pour la langue officielle ou co-officielle (Rwanda non pris en compte), tandis que quatre autres pays connaissent de fait une sorte de bilinguisme institutionnel arabe/français (pays du Maghreb et Mauritanie). Cf. Ilyes Zouari, *Petit dictionnaire du monde francophone*, Paris, L'Harmattan, 2015.

(3) La ZEE française est la deuxième plus importante au monde (11 millions de km²) derrière celle des États-Unis (11,3 millions).

(4) *La Francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable*, Jacques Attali, La Documentation française, août 2014.

(5) INSEE.

(6) Programme de développement économique des régions nordiques, proposé en 2011 et prévoyant des investissements de l'ordre de 60 milliards d'euros sur 25 ans (mines, énergies renouvelables et infrastructures de transport).

(7) Direction générale des entreprises (DGE), Atout France.

(8) En tenant compte de la croissance des pays francophones du Sud, le rapport Attali estime potentiellement à 0,5 million le nombre d'emplois créés ou maintenus en France à l'horizon 2050, résultant de la part du surplus d'exportations due au lien linguistique.

(9) Selon le cabinet d'audit et de conseil Deloitte, qui ne recense que les projets « d'envergure », dépassant 50 millions de dollars.

(10) L'agglomération de Kinshasa a devancé à son tour la capitale française (11,3 millions d'habitants, début 2015, contre 10,8 millions).

(11) La zone CFA est à l'origine de 10 % des exportations mondiales de coton, et de plus de 50 % de la production continentale (contre seulement 8 % en 1970).

(12) Projet de loi de finances pour 2014, et Projet de loi de finances pour 2015. Sénat.

(13) Source : *Department for International Development*, octobre 2014.

(14) *La Langue française dans le monde - 2014*, OIF.

Pour aller plus loin

Ilyes Zouari, *Petit dictionnaire du monde francophone*, Paris, L'Harmattan, mars 2015.



Émergence démographique et économique d'un monde francophone, portée par le Sud

Pays / ensemble de pays francophones (1)	Population (millions)			Croissance économique (%)				PIB/hab. fin 2013 (\$) (8)
	1950	2015 (7)	2050	2011	2012	2013	2014 (prév.)	
« Nord francophone » (2)	51,5	82,4	93,4	2,1	0,4	0,5	-	env. 43 600
France (3)	42,7	67,0	77,0	2,1	0,3	0,3	0,4	42 560
Québec (4)	4,0	8,2	9,8	2,0	1,5	1,0	1,2	43 406
Afrique du Nord	21,0	84,6	111,4	3,0	3,3	3,2	-	4 307
Algérie	8,9	39,4	54,5	2,8	3,3	2,8	4,1	5 361
Maroc	9,0	34,1	43,7	5,0	2,7	4,4	2,2	3 093
Tunisie	3,1	11,1	13,2	-0,5	4,7	2,5	2,3	4 317
Afrique de l'Ouest	24,0	123,1	299,8	1,1	6,8	5,5	-	835
Burkina Faso	4,3	18,2	40,1	6,6	9,0	6,6	4,0	761
Côte d'Ivoire	2,6	22,9	42,3	-4,4	10,7	8,7	9,9	1 529
Sénégal	2,5	14,1	32,9	2,1	3,5	2,8	4,5	1 047
Afrique centrale/Océan Indien (5)	28,2	153,8	338,0	4,5	5,0	3,7	-	1 113
Cameroun (6)	4,5	23,1	48,6	4,1	4,6	5,6	5,1	1 329
Gabon	0,5	1,7	3,3	7,1	5,6	5,9	5,0	11 571
Rép. dém. du Congo (RDC)	12,1	72,3	155,3	6,9	7,1	8,5	8,9	484
Madagascar	4,1	22,7	55,5	1,5	3,0	2,4	3,0	463
Total Afrique subsaharienne	52,2	276,9	637,8	3,1	5,7	4,4	-	989
Total Afrique francophone	73,2	361,5	749,2	3,0	4,3	3,7	-	1 774
Total monde francophone	127,9	453,9	858,7	2,5	1,0	0,9	-	env. 9520

Sources : ONU, Banque mondiale, ISQ (Institut de la Statistique du Québec). (1) Seules sont prises en compte les parties francophones des sous-régions. (2) Prise en compte de la seule partie francophone pour : Canada, Belgique et Suisse. (3) « TOM » inclus pour la population. (4) Province du Canada, à autonomie élargie. (5) Cameroun anglophone inclus uniquement pour les données économiques (resp. 20 % et 9 % de la population et de la superficie du pays). (6) Ensemble du pays. (7) Au 01/01/2015 (estimée à partir du 2014 *World Population Data Sheet*, du PRB). (8) Chiffres de la Banque mondiale ou calculés à partir de ses données (sauf Québec).